

Au nom de l'égalité de tous Opinion

Jean-Luc Lefèvre

Directeur d'école secondaire.

■ Pourquoi s'entêter à formater l'école ? Pour encourager la mixité sociale ? Cela n'a pas de sens. Et si l'objectif était d'en finir une fois pour toutes avec la primauté des parents dans l'éducation de leurs enfants ?

Depuis plusieurs années, des voix, de plus en plus nombreuses, s'élèvent en Communauté française de Belgique pour dénoncer les carences de l'enseignement obligatoire en termes de résultats, mais aussi en termes d'approfondissement des inégalités : ne survivraient au "massacre" que ceux dont les parents sortent du lot, ceux qui choisissent pour leur progéniture les meilleurs centres d'enseignement, tous aisément identifiables et donc pointés du doigt en raison de l'insupportable ségrégation dont ils sont rendus responsables, comme s'il existait de bonnes stigmatisations !

Les effets pervers du marché scolaire

Depuis plusieurs années, au nom d'un postulat érigé en système idéologique (les vertus prétendument universelles de l'homogénéité sociale), le législateur s'emploie à corriger les effets pervers du grand marché scolaire à l'origine de la ghettoïsation de nombreuses écoles. Force est de reconnaître aujourd'hui que cela ne marche pas : les résultats scolaires des petits francophones ne s'améliorent pas à l'aune internationale des enquêtes Pisa. Pis encore : le fossé s'élargit entre les meilleurs, de plus en plus rares quand les pénuries intellectuelles se sont installées au terme de la première année d'enseignement supérieur, et tous les autres... qui coûtent cher en termes de redoublement. Une société francophone, déjà pénalisée sur le plan économique, qui se ratatine aussi en termes de ressources intellectuelles et

donc de "racines d'espérance" pour demain.

Même si cela ne marche pas, on s'obstine dans la démarche initiée par le décret dit "Mixité". Ce sera donc le Pacte dit "pour une école d'excellence". Avec un tronc commun qui fait fi des motivations des apprenants, les mélangeant tous, qu'ils possèdent ou non une intelligence plus abstraite ou plus manuelle, avec une organisation technocratique de l'appareil scolaire.

Et si l'on s'arrêtait un instant pour s'interroger : pourquoi et en quoi la mixité sociale n'est-elle pas la panacée ? L'école n'est-elle pas aussi, comme nos quartiers, nos modes de consommation, nos loisirs... le reflet de la différence sociale ? Pourquoi s'entêter à formater l'une sans s'en prendre aussi aux autres dimensions de la vie en société ? Parce que l'école est lieu de socialisation et donc d'instrumentalisation politique ? Mais alors qu'on affiche clairement ses objectifs : en finir une fois pour toutes avec la primauté des parents dans l'éducation de leurs enfants !

Quelle homogénéité sociale ?

Une chose est sûre : sans s'interroger aussi quant aux limites de l'homogénéité sociale et aux raisons qui expliquent qu'au-delà d'un certain seuil elle ne fonctionne plus, à persévérer dans la politique du "train fou dans le brouillard", on ne récoltera que désillusions.

Deux voies seront alors encore ouvertes. La première consistera à agir en amont, comme à Sparte et déposséder les parents de leur droit à l'éducation dès la naissance. Et la seconde, à agir en aval, et interdire toute évaluation à l'école, au nom de l'égalité de tous, de 7 à 77 ans !